

L'Inde, une démocratie ethnique en construction

Introduction

L'Inde est un État-continent tant par sa superficie de 3,2 millions de km² que par sa population de 1,3 milliard d'habitants. Ainsi le pays est historiquement multiculturel ; il est composé à 80% d'hindous, 14% de musulmans (soit 200 millions d'indiens), 2% de chrétiens mais aussi des sikhs, des bouddhistes et des jaïns. Cette diversité culturelle de l'Inde est garantie par la Constitution de 1950 qui assure la sécularisation de la société et l'égalité de tous les citoyens quelle que soit leur religion.

Mais depuis 2014 tout particulièrement, la démocratie en Inde est remise en question avec le concept de démocratie ethnique mis en œuvre par le premier ministre Narendra Modi.

I) Qu'est-ce qu'une démocratie ethnique ?

Le terme de démocratie ethnique est introduit par le politiste israélien, Sammy Smooha, en 1989 dans son livre, *The model of ethnic democracy : Israel as a Jewish and democratic state*. Christophe Jaffrelot, politologue français et spécialiste du sous-continent indien, reprend le terme mais cette fois appliqué au cas indien, dans le cadre de la politique de Modi (*L'Inde de Modi, national-populisme et démocratie ethnique*, 2019).

Il définit la démocratie ethnique comme un régime politique combinant les instances démocratiques (une constitution, une certaine liberté de la presse,...) et un rapport croissant de domination de la majorité sur les minorités.

Dans le cas indien, cette domination est davantage présente dans les mentalités que dans la loi. De droit, la Constitution indienne n'a pas subi de changements : l'État est toujours séculariste et les citoyens sont toujours égaux. Mais de fait des inégalités se créent : les minorités sont de moins en moins présentes dans les institutions, elles sont écartées de tous les lieux de pouvoirs et victimes de discrimination.

Ce phénomène s'accroît depuis la réélection de Narendra Modi (candidat BJP) en avril 2019. Modi est un nationaliste hindou qui prône l'*hindutva*, soit l'idée d'une Inde faite pour la majorité hindoue au détriment des minorités religieuses, en particulier les musulmans. Il voit alors la nation comme le marqueur d'une identité commune, dont tous les apports extérieurs doivent prêter allégeance, du moins dans la sphère publique. Il fait ainsi entrer la démocratie indienne dans un nouvel âge, celui de la démocratie ethnique, au moyen de la stratégie nationale-populiste. Mais alors comment et pourquoi Modi instaure-t-il des politiques discriminatoires au sein d'un État supposé démocratique ?

II) La démocratie ethnique indienne de Modi

a) Des problèmes sous-jacents

Pour répondre à cette dernière question il faut pouvoir identifier les particularités et les défis auxquels l'Inde fait face et qui ont permis la réélection de Modi. Ils sont d'abord internes : la pauvreté (101^{ème} IDH), le manque de travail et le sous-emploi, le faible taux d'alphabétisation l'insalubrité sanitaire empêchent les Indiens de se projeter dans l'avenir (suicide, alcoolisme, hausse de 2.1% du taux de criminalité de 2015 à 2017) . Il y a aussi une méfiance vis-à-vis du principal opposant de Modi, le parti du Congrès historiquement affilié à la famille Gandhi et Nehru. Ils sont jugés élitistes et trop éloignés de la population. De plus les défis sont aussi externes, les tensions frontalières avec la Chine et le Pakistan

s'attisent de plus en plus. La question de la sécurité nationale est plus d'actualité que jamais depuis l'attentat de Pulwama au Cachemire le 14 février 2019.

b) Le personnage de Modi

La personnalité forte de Modi est rassurante pour une population qui se sent acculée. Il vante ses origines populaires et son appartenance précoce à la défense de l'hindouisme. En effet il intègre très jeune le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), un groupe paramilitaire nationaliste. Ainsi Modi pratique un hindouisme politique qui permet à la population de rejeter les maux de l'Inde sur la faute des minorités.

c) Les électeurs de Modi, un populiste.

Pour Christophe Jaffrelot cette instrumentalisation du nationalisme hindouiste et de la peur de « l'autre » fonctionne très bien auprès des populations urbaines qui furent celles qui bénéficièrent le plus des réformes de Modi lors de son premier mandat (financements pour des infrastructures sanitaires par exemple). Cependant cette politique n'a pas profité au monde agricole et aux minorités contre qui la politique de Modi est tournée. Enfin les électeurs de Modi sont tous ceux qui sont sensibles à son populisme. En effet Modi a déboursé des moyens énormes pour sa communication. Le coût de sa campagne de 2019 est estimé à 7milliard \$ (16 millions pour Emmanuel Macron en 2017). Avec de nombreuses occurrences à la télévision mais aussi sur les réseaux sociaux. De plus le populisme de Modi ne se construit pas sur un programme car la population est plus sensible au caractère illibérale de Modi. Pour Fareed Zakaria (*The Rise of Illiberal Democracy*, article du numéro de novembre-décembre 1997 de Foreign Affairs), la démocratie illibérale est « une démocratie sans libéralisme constitutionnel qui produit des régimes centralisés, une érosion des libertés, des compétitions ethniques, des conflits et la guerre ». La démocratie illibérale de Modi se situe à la frontière de l'exercice démocratique. Les multiples rappels de la Cour suprême Indienne et son non-respect des codes de conduites ne sont pas sans rappeler les multiples mesures à l'encontre de Donald Trump (Impeachment, censure) autre populiste bien connu.

d) Les effets de la politique de Modi

Pour Modi il faut avant tout réaffirmer sa puissance, sur le plan militaire cela s'observe par des dépenses militaires comme l'achat de 36 rafales en 2016 ou plus récemment 56 transporteurs militaires d'Airbus en septembre dernier. Cela s'observe aussi par des opération militaires concrètes : le 26 février 2019, Modi affirme avoir donné l'ordre de bombardier un camp islamiste au Pakistan (les tensions entre les deux puissances nucléaires n'étaient pas aussi élevé depuis 1971 (indépendance du Bangladesh).

Pour les minorités notamment musulmane, la réélection de Modi est synonyme d'augmentation de la répression via des amendements tels que la CAA (citizen amendment act) qui a retiré la nationalité indienne à plus de deux millions de musulmans. Mais aussi via les mentalités pro-hindouistes qui se radicalisent : le 23 février 2020, des groupes nationalistes hindous organisent une rixe dans les quartiers musulmans de New Delhi faisant 53 mort et des centaines de blessés. En ce qui concerne la question des inégalités sociales, la politique de Modi signifie officiellement le retour des Hautes Castes si tenté que ce système ait été réellement abandonnés. Les Castes c'est-à-dire une hiérarchisation dans la société hindou via la famille, fut le modèle de construction sociale historique de l'Inde. Si son abrogation est explicité dans l'article 15 de la Constitution indienne, c'est un système qui rassure car les populations hindous y sont coutumière. De plus il s'agit d'un autre moyen pour se hisser au-dessus des « sans-Castes »qui englobe la minorité musulmane. Pourtant y adhérer c'est se refuser l'ambition de grimper dans une Caste supérieure et l'idée d'une société égalitaire.

De fait la politique de Modi, une démocratie ethnique si l'on reprend les mots de C. Jaffrelot, est un système rétrograde qui semble aller à contre-courant de l'avancé que représente le fait d'être la plus grande démocratie du monde.

Pourtant une grande partie de la population y adhère (Modi a été élu avec 40% des suffrages au premier tour profitant de la désunion de ses opposants) malgré les faibles réponses de Modi lors de son premier mandat (problèmes de pollution et de développement non résolus). Ainsi quelles sont les limites de la politique que propose Modi ?

III) Les limites d'un tel modèle nationaliste

Bien qu'en 2019 Modi remporte les élections dans la plus grande démocratie du monde, regroupant 900 millions d'électeurs avec un taux de participation de 67 %, certains citoyens de l'Union Indienne s'opposent à sa politique de nationalisme hindou. C'est le cas notamment du Sud dravide ou encore du Nord-Est du pays.

Il est évident que les minorités, soit 17 % de la population, en particulier les musulmans s'opposent aux BJP car ils en sont la cible. En premier lieu ce sont les citoyens eux-mêmes qui s'opposent au concept de démocratie ethnique.

Modi peut certes compter sur un électorat solide en se fondant sur un discours sécuritaire et en usant de populisme, mais une partie de la population résiste.

Modi diffuse la peur de l'autre et notamment des musulmans, il instrumentalise l'amalgame entre islamisme et islam. Dès lors on peut penser que sa politique est axée autour de la question migratoire et sécuritaire et non autour d'autres demandes de la population telles que l'emploi ou encore l'environnement.

Une importance accrue accordée au nationalisme hindou pourrait bien pénaliser l'économie du pays en délaissant des domaines fondamentaux de la politique tel que l'environnement, l'accès à des emplois à la hauteur des qualifications des nouveaux diplômés ou la place des femmes.

Plus généralement, la démocratie ethnique est-elle vraiment une démocratie ?

En effet toute démocratie se veut égalitaire c'est-à-dire tout citoyen dispose des mêmes droits et est égal devant la loi donc par définition et en théorie il n'y a pas d'ethnie, de religion ou de culture privilégiée. Or la démocratie ethnique s'oppose à cette définition car elle n'offre pas à tous les mêmes droits, dès lors on ne peut plus la considérer comme une démocratie.

Un exemple concret de ce paradoxe est celui de la CAA (Citizen Amendment Act) votée en janvier 2020 qui retire la citoyenneté à tous migrants musulmans étant venus trouver refuge en Inde car persécutés dans d'autres pays. Cependant, cette loi accorde la citoyenneté aux chrétiens. C'est pour cela que les Nations Unies pour les Droits de l'Homme considère ce CCA comme « fondamentalement discriminatoire ».

Les musulmans se retrouvent donc apatrides : nécessairement cela donne naissance à des résistances. Par exemple, en septembre 2020 dans l'état d'Assam au nord du pays, des manifestations contre cette loi ont eu lieu mais ont été violemment réprimées.

On observe même la création de milices hindoues autoproclamées qui veillent à ce qu'aucun musulman ne se marie avec un/une hindou(e) ou à ce que les quartiers ne soit pas mixtes.

Mais alors quelles sont les dangers de cette démocratie ethnique ?

Il y a un véritable risque de ségrégation, de persécution ou de lynchage des minorités en plus d'une perte de mixité sociale.

Conclusion

Le terme de démocratie ethnique serait donc une euphémisme pour désigner un pays dans lequel les minorités sont persécutées au profit de la majorité dominante. Ce modèle choisi par l'Inde semble être largement apprécié par la majorité hindoue de la population, mais pourrait bien

conduire le pays à se renfermer sur lui-même et cela pourrait potentiellement lui porter préjudice. La multiplication des discours de haines et des violences contre les minorités en Inde ne font qu'augmenter le risque de guerre d'une guerre civile opposant minorités et pro-Modi.

Liens utiles :

Le podcast de Christophe Jaffrelot : [Christophe Jaffrelot : "Aujourd'hui, on ne gagne plus les élections sur des idées" \(franceculture.fr\)](#)

Pour en savoir plus sur la CAA : [En Inde, la déchéance de nationalité pour deux millions de personnes \(francetvinfo.fr\)](#)

